

Maître d'Ouvrage



Direction des actions juridiques et
des achats - Service commande
Publique - Pôle travaux-services
64-66, Av. de l'Union Soviétique
BP 231
63008 CLERMONT FD Cedex 1

Architectes



23, Rue Saint Simon
63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 34 04 07
clermont@atelier4.fr

Économiste de la Construction



8, Rue Croix Léonardoux
63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 28 21 15
contact@c-i-eco.com

BET Fluides



Parc de Lavaur La Béchade
Rue Albert Dion - 63500 ISSOIRE
Tél. 04 73 55 20 57
actif63@wanadoo.fr

BET Structure



9, Rue Louis Rosier
63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 26 58 58
info@itc-be.fr

BET Acoustique



GAMBA
163, rue du Colombar
31670 LABEGE
Tél. 05 62 24 36 76
contact@acoustique-gamba.fr

BET Paysage



Rés. Parc - 2, Av. de Brocqueville
63140 CHATEL GUYON
Tél. 06 63 76 02 73
emmanuel.brunner@hotmail.fr

MÉDIATHÈQUE

3^{ème} LIEU

ALAIN REY

À PONT DU CHÂTEAU



LOT N° 00

PRESCRIPTIONS COMMUNES

C.C.T.P.

Novembre 2018

DCE

SOMMAIRE

0. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	2
0.1. OBJECTIF DU C.C.T.P.	2
0.2. INTERVENANTS.....	2
0.3. COMPOSITION DES LOTS	3
0.4. VISITE SUR PLACE	3
0.5. ACCES	3
0.6. COMPOSITION DU DOSSIER	4
1. DISPOSITIONS GENERALES	7
1.1. OBJET	7
1.2. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	7
1.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES	10
1.4. QUALITE	10
2. ESSAIS DE FONCTIONNEMENT ET INSTALLATIONS TECHNIQUES.....	11
2.1. COUT DES ESSAIS ET EPREUVES.....	11
2.2. ESSAIS ET CONTROLES CORRESPONDANT AU CONTROLE TECHNIQUE - COPREC	11
2.3. ESSAIS ET CONTROLES SPECIFIQUES	12
2.4. ESSAIS ET CONTROLES COMPLEMENTAIRES	12
2.5. ESSAIS PREALABLES SUR ECHANTILLON	12
2.6. ESSAIS EN COURS DE TRAVAUX – CAS GENERAL	12
3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER	13
3.1. PREVENTION SECURITE	13
3.2. SECURITE DE CHANTIER	13
3.3. ACCES AU CHANTIER - CLOTURE	13
3.4. STOCKAGE.....	13
3.5. PUBLICITE	13
3.6. PRODUITS DANGEREUX	14
3.7. GRUES.....	14
3.8. COORDINATION DES TRAVAUX - VERIFICATIONS	14
3.9. CANTONNEMENT	14
3.10. INSTALLATION ELECTRIQUE	14
4. PERCEMENTS – RESERVATIONS – SCHELLEMENT – INTERFACES	15
4.1. TROUS – TREMIERS – FEUILLURES – SAIGNEES	15
4.2. SCHELLEMENTS	16
4.3. BOUCHEMENTS - RACCORDS.....	16
4.4. CALFEUTREMENTS.....	16
4.5. FOURREAUX	17
4.6. INCORPORATION D'ELEMENTS DANS LES STRUCTURES EN BETON	17
5. SUGGESTIONS DECOULANT DE L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	18
5.1. ENVIRONNEMENT – CONSTAT DES LIEUX.....	18
5.2. GEOLOGIE DU SITE - GEOTECHNIQUE	18
5.3. CLIMATOLOGIE.....	18
5.4. TRI ET EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER JUSQU'AUX BENNES	18
5.5. NETTOYAGE DU CHANTIER.....	18
6. DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LE TITULAIRE DU LOT GROS OEUVRE	20
6.1. INSTALLATION DE CHANTIER	20

0. PRESENTATION DE L'OPERATION

0.1. OBJECTIF DU C.C.T.P.

Objet des travaux :

Informar toutes les entreprises sur des dispositions générales et particulières à tous les lots ainsi que de définir les modalités d'organisation du chantier.

Il s'agit de : **Construction d'une Médiathèque 3^{ème} lieu Alain Rey à PONT DU CHÂTEAU.**

0.2. INTERVENANTS

Maîtrise d'ouvrage :

CLERMONT AUVERGNE MÉTROPOLE

Direction des actions juridiques et des achats - Service commande Publique - Pôle travaux-services
64-66, Av. de l'Union Soviétique - BP 231 - 63008 CLERMONT FD Cedex 1

Architectes :

ATELIER 4

23, Rue Saint Simon - 63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 34 04 07
E.mail. clermont@atelier4.fr

Economiste :

C.I.E.

8, Rue Croix Léonardoux - 63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 28 21 15
E.mail. contact@c-i-eco.com

BET Structure :

ITC

9, Rue Louis Rosier - 63000 CLERMONT FD
Tél. 04 73 26 58 58
E.mail. info@itc-be.fr

BET Fluides :

ACTIF

Parc de Lavour La Béchade - Rue Albert Dion - 63500 ISSOIRE
Tél. 04 73 55 20 57
E.mail. actif63@wanadoo.fr

BET Paysage :

Emmanuel BRUNNER, Paysagiste ESAJ

Résidence du Parc - 2 Avenue de Brocqueville - 63140 CHATEL GUYON
Tél. 06.63.76.02.73
emmanuel.brunner@hotmail.fr

BET Acoustique :

GAMBA

163, Rue du Colombier - 31670 LABEGE
Tél. 05 62 24 36 76
E.mail. contact@acousique-gamba.fr

0.3. COMPOSITION DES LOTS

- 00 - PRESCRIPTIONS COMMUNES
- 01 - FONDATIONS PROFONDES
- 02 - GROS ŒUVRE
- 03 - CHARPENTE
- 04 - COUVERTURE
- 05 - ÉTANCHÉITÉ
- 06 - FAÇADES
- 07 - MENUISERIES EXTÉRIEURES
- 08 - SERRURERIE
- 09 - MENUISERIES INTÉRIEURES
- 10 - CLOISONNEMENT / PEINTURE
- 11 - PLAFONDS SUSPENDUS
- 12 - REVÊTEMENTS DE SOLS
- 13 - VRD
- 14 - ESPACES VERTS
- 15 – PLOMBERIE - CHAUFFAGE
- 16 - ÉLECTRICITÉ

0.4. VISITE SUR PLACE

Le site est livré en l'état et suivant les caractéristiques définies aux plans.

Une visite des lieux est conseillée pour l'entreprise, afin de prendre connaissance de toutes les contraintes inhérentes au projet.

Le fait d'avoir soumissionné suppose que l'entrepreneur a obtenu tous les renseignements à la parfaite réalisation de ses travaux, qu'il a visité les lieux, et qu'il s'engage à exécuter ses ouvrages dans les règles de l'art, et ce sans jamais pouvoir prétendre à aucun moment un supplément sur les prix du marché.

Avant l'établissement de son offre, l'entreprise est tenue de reconnaître :

- Le site,
- Les lieux aussi bien en ce qui concerne les accès que l'état du bâti et des ouvrages se rapportant à ses prestations,
- Les capacités de stockage et de stationnement,
- Les servitudes d'environnement etc..., afin de mettre en œuvre les moyens appropriés pour l'exécution des ouvrages dans les formes et délais prescrits.

Il ne saurait se prévaloir ultérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des sites, lieux et terrains d'implantation, nature du sol, moyens d'accès, conditions climatiques en relation avec l'exécution de ses travaux.

0.5. ACCES

Les entreprises prendront possession du site dans l'état actuel.

0.6. COMPOSITION DU DOSSIER

0.6.1. ETUDES TECHNIQUES

La mission de la maîtrise d'œuvre est une mission de **Base avec EXE**.

L'entrepreneur réalise à sa charge, d'après les pièces du projet, tous les détails, et plans d'ateliers et de chantiers, ainsi que l'ensemble des notes de calculs, qui sont soumis, pour approbation, au Maître d'œuvre.

En tout état de cause, le visa du Maître d'œuvre ne décharge pas l'entrepreneur de sa responsabilité sur l'exactitude des dessins et sur les erreurs ayant pu être commises lors de leurs réalisations.

Toute erreur qui pourrait être décelée à quelque moment que ce soit, après la remise de l'acte d'engagement, ne saurait conduire à une modification du prix forfaitaire porté à ce dernier, y compris pour les fondations.

0.6.2. LES CCTP

Les CCTP décrivant les spécifications des travaux et matériaux, ainsi que la description des ouvrages.

Chaque Entreprise devra prendre attentivement connaissance de la totalité du C.C.T.P.

Outre le CCTP des généralités tous corps d'état, la lecture des chapitres se référant aux travaux des autres corps d'état doit lui permettre de mettre en relation la fourniture ou la tâche qui lui incombe avec les travaux de complément confiés à d'autres corps d'état.

De ce point de vue toute anomalie devra être signalée au Maître d'œuvre et au Maître d'ouvrage avant la signature du marché. Passé ce délai, l'Entreprise devra de fait la totalité des prestations complémentaires nécessaires au parfait achèvement des travaux.

0.6.3. LES PLANS

Les plans Architectes.

Ces plans sont prioritaires et définissent l'aspect architectural du projet.

Les plans techniques établis par les BET.

Définissent les dispositions générales pour les travaux et les installations techniques.

0.6.4. PLAN D'EXECUTION – PLAN D'ATELIER ET DE CHANTIER

Les plans d'exécution sont fournis par la maîtrise d'œuvre.

Les plans d'exécution ne comprennent pas les plans d'atelier et de chantiers décrits ci-dessous qui sont établis par les entreprises et qui comprennent les éléments suivants :

Adaptation des coupes et détails de second œuvre aux marques et types d'ouvrages retenus par les entreprises et agréés par le Maître d'ouvrage.

Infrastructure, fondations et structure :

- Ouvrages liés aux installations de chantier.
- Relevé contradictoire des implantations réelles et plans complémentaires correspondants.
- Plans d'injection et de rabattement de nappes.
- Plans de préfabrication résultant de méthodologie propre à l'entreprise.
- Nomenclatures, façonnage, calepinages de ferraillages.
- Calculs et détails des assemblages, des scellements et des appuis, plans de façonnages, détails de découpage et de fabrication, .., des ouvrages de structure métallique.
- Nomenclatures des pièces.

0.6.5. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Suivant CCAP.

0.6.6. COMPARAISON ENTRE PLUSIEURS DOCUMENTS DU DOSSIER TECHNIQUE

Pour être valable, une indication portée sur un document n'a pas nécessairement à être reprise sur les autres documents définissant les ouvrages. En conséquence, le fait qu'une indication figure sur un de ces documents et par sur une autre, ne doit pas être interprétée comme une discordance entre ces deux documents.

En conséquence, l'entrepreneur doit consulter systématiquement les plans d'architecte du dossier de consultation qui seuls définissent les dispositions dites architecturales.

Les documents écrits et graphiques établis par le Maître d'œuvre constituent un ensemble indissociable ayant pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature, les particularités de mise en œuvre et la localisation des ouvrages à exécuter. Ils ont été établis avec un maximum de précision, ce qui ne décharge aucunement la responsabilité de l'entrepreneur.

Les documents écrits et graphiques sont complémentaires les uns des autres. Les entrepreneurs ne pourront faire état, après remise et réception de leurs offres, d'une discordance éventuelle qu'ils n'auraient pas signalée en temps utiles.

Ainsi il est précisé que la clause de priorité prévue entre les plans et les pièces écrites n'a pas pour but d'annuler la réalisation d'un ouvrage figurant sur l'une des pièces et non sur l'autre, tout ouvrage figurant explicitement aux plans et non décrit au CCTP est dû et vice versa.

Les entrepreneurs doivent prévoir dans leur prix le montant des travaux indispensables à la réalisation et à l'achèvement complet de l'ouvrage.

Autrement dit, il est formellement entendu que les entrepreneurs ayant pris connaissance des plans, (coupes, élévations, etc...), et des pièces écrites (CCTP, DPGF, etc...), relatifs au projet doivent exécuter sans aucun supplément, tous les travaux décrits ou non, et cependant nécessaires à la construction dans ces détails de structure et à la terminaison entière et totale des ouvrages de sa profession, sans restriction ni réserve.

0.6.7. DECOMPOSITIONS DES PRIX

DPGF

L'entreprise devra remplir la DPGF joint au Dossier de Consultation des Entreprises. Ce cadre est un devis quantitatif détaillé fourni à titre indicatif et n'engage ni la maîtrise d'œuvre, ni la maîtrise d'ouvrage et peut être complété par l'entreprise, le prix de l'acte d'engagement suppose que soient compris tous les travaux nécessaires à l'achèvement complet des ouvrages.

Les prix doivent tenir compte des difficultés d'exécution, des foisonnements et des plus-values correspondant à des sous - détails non mentionnés dans le quantitatif.

Les prix unitaires comprennent toujours la fourniture et la mise en œuvre, les ouvrages étant terminés en ordre de marche.

Les quantités indiquées sont nettes, l'entreprise devra prendre en compte dans son prix unitaire des quotas de chutes, pertes et autres sujétions.

La DPGF n'a pas valeur contractuelle et exprime uniquement la décomposition du prix global forfaitaire.

Le cadre est à remplir obligatoirement par l'entreprise et à remettre avec son offre.

Les quantités sont données à titre indicatif.

Elles seront vérifiées et pourront, le cas échéant, être complétées par l'entrepreneur si celui-ci le juge nécessaire lors de la remise de son offre.

L'entrepreneur pourra demander au Maître d'œuvre ou aux bureaux d'études, tous les renseignements qu'il jugerait utiles afin d'établir une offre sous forme de prix net global et forfaitaire.



En se servant de ces documents sans y apporter des corrections, l'entreprise entérine, de fait les chiffres proposés et les accepte. Dans ce cas, aucune augmentation du marché ne pourra être revendiquée, (marché global et forfaitaire).

0.6.8. TRAVAIL SUR SITE

Les travaux seront exécutés en **site non occupé**.

L'entrepreneur doit prendre en compte dans son prix forfaitaires les éléments suivants :

- Le lieu d'implantation des ouvrages.
- L'état du terrain.
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement.
- Les difficultés d'accès.

Chaque Entrepreneur devra veiller aux problèmes de :

- Sécurité générale,
- Hygiène vis à vis des personnels et des tiers,
- Préservation de l'environnement :
- Dégradations, nuisances.
- Bruits, poussière, etc...,
- Accès des lieux qui seront protégés et balisés,
- Respect des plannings d'interventions,
- Livraison de matériaux et matériels ainsi que les mouvements de tout véhicule, aux abords de la piste.

Une attention particulière sur la sécurité des personnes extérieures au chantier est demandée sur ce site. Un filet ou une bâche de protection en doublage des clôtures installées est demandé pour préserver les personnes de poussières ou de projections en provenance du chantier sur les accès.

1. DISPOSITIONS GENERALES

1.1. OBJET

Le présent document complète le CCTP dans le domaine des ouvrages ou prestations faisant intervenir des techniques communes à plusieurs corps d'états et dans celui des limites de prestation entre les lots. Il prévaut sur les autres documents techniques du marché en cas de contradiction avec eux sur le plan de l'étendue des prestations.

L'incidence financière de ces règles est considérée comme faisant partie intégrante du prix de l'entrepreneur.

Les travaux visés ici sont de deux natures :

- Les travaux d'intérêt commun,
- Les prestations concernant plusieurs lots.

1.2. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

a) Description des ouvrages :

Il est rappelé que les prévisions des travaux indiquées soit dans le CCTP soit sur les plans sont à prendre en charge par l'entreprise, même en cas de différences entre les 2 documents, les documents d'architectes primeront.

L'entrepreneur aura pris connaissance du dossier tous corps d'état, dont l'adaptation est impérative.

Tous les articles de prescriptions techniques particulières et les généralités de chaque corps d'état sont réputés inclus à la description des ouvrages et à la décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.).

b) Définition du forfait :

L'entrepreneur sera tenu de prendre connaissance de la totalité du CCTP relatif à son lot et CCTP de tous les autres corps d'état.

L'entrepreneur devra prévoir toutes les fournitures et façons accessoires nécessaires au complet et parfait achèvement de la construction, quand bien même leur description serait incomplète ou omise dans la partie traitée. L'obligation de résultat sera demandée de façon impérative.

L'entrepreneur au titre de son marché forfaitaire, devra tenir compte de toutes les remarques faites par le contrôleur technique ainsi que des remarques du contrôleur technique en cours d'exécution.

Il est entendu qu'aucune plus-value ne sera acceptée suite à une remarque du contrôleur technique, l'entreprise étant supposée avoir tenu compte dans son prix forfaitaire de toutes les sujétions liées aux normes et DTU en vigueur, ainsi qu'aux règlements de sécurité et autres.

Les échantillons demandés ou spontanément proposés, devront être présentés au Maître d'œuvre pour agrément, dans un délai compatible avec le temps d'approvisionnement, les dates de présentation des échantillons devront apparaître sur le planning détaillé des travaux et être fixées d'un commun accord avec les maîtres d'œuvre et l'OPC.

Les sujétions d'échafaudages sont incluses aux articles du CCTP et au montant forfaitaire de l'offre de prix.

c) Solution de base :

L'entrepreneur répondra obligatoirement aux spécifications du CCTP et avec les matériaux et matériels conformes.

Pour tous les lots ou les qualités et marques de matériel ou de matériau sont précisées, la proposition de base devra obligatoirement être faite avec le matériau ou le matériel décrit. La notion d'équivalent sera admise, l'entreprise devra faire la preuve de cette équivalence dans son offre.

Les produits retenus par l'entreprise devront correspondre obligatoirement aux spécifications du CCTP et plans (sur le plan technique et esthétique).

Variante Exigées :

La DPGF et l'acte d'engagement devront **obligatoirement**, sous peine d'exclusion, comporter les chiffrages de toutes les Variantes Exigées avec indication des quantités et des prix unitaires avec indication de la moins-value ou plus-value suivant modèle fourni.

d) Echantillons – Prototypes – Coloris :

L'entreprise ne pourra proposer un autre choix que dans une ou des propositions variantes chiffrées. Il est rappelé que le bordereau quantitatif présenté par l'entreprise ne peut, en aucun cas, être opposable au présent C.C.T.P. La notion de similaire ne sera jamais admise.

L'entrepreneur devra présenter pendant la période de préparation, à la date fixée par le Maître d'œuvre, un échantillon du matériel retenu, ainsi que tous les prototypes de matériel fabriqués qui lui seront demandés. Ces échantillons resteront exposés jusqu'à la fin du chantier.

Aucun travail complémentaire ne sera entamé sans ordre de service précis signé par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

Des prototypes in situ grandeur nature, compris accessoires et éléments de finitions devront être réalisés par les entreprises pour tous les éléments particuliers châssis, etc. suivant demande du Maître d'œuvre.

e) Calendrier prévisionnel enveloppe :

Le calendrier enveloppe est destiné à indiquer les objectifs de délais des interventions pour chaque corps d'état.

L'entreprise devra préciser avec son offre, le délai d'exécution de ses interventions. Ce planning devra se situer dans la période de temps fixée par le planning enveloppe. L'entreprise doit prévoir dans son prix et dans le délai indiqué toutes les interventions nécessaires sur le chantier pour le complet et parfait achèvement des travaux.

f) Sécurité du personnel :

Chaque entreprise est responsable de la sécurité de tous les personnels et doit faire son affaire des dispositions réglementaires à prendre et à respecter.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, fait partie du dossier de consultation des entreprises, qui doivent tenir compte de leurs observations pour application.

Les consignes de sécurité seront affichées conformément à la législation.

Les mesures d'hygiène et de sécurité seront celles en vigueur au plan national et départemental ainsi que les prescriptions particulières émises par le Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre. Toutes les formalités nécessaires à ces mesures devront être réalisées et mises en place dans les délais réglementaires et au plus tard dans la période de préparation du chantier.

g) Protection des travaux :

Il est rappelé que l'Entreprise est responsable de ses travaux, jusqu'à la réception. Elle doit en assurer la protection d'une manière efficace et ne pourra se prévaloir de cette responsabilité pour refuser de réaliser certains travaux ou pour certains éléments en arguant les dégradations possibles.

h) Etudes et mises au point du projet :

Pendant la période de préparation et au plus tard dans un délai de 10 jours calendaires après la notification, l'entreprise devra procéder à l'étude approfondie des pièces du marché et soumettre au Maître d'œuvre toutes les observations nécessaires à la mise au point définitive de l'exécution. Passé ce délai aucune observation ne sera recevable.

i) Documents techniques de référence :

Tous les matériaux mis en œuvre, et non traditionnels, devront bénéficier d'un avis technique en cours de validité ou d'une attestation du CSTB certifiant que le procédé peut être considéré comme ressortissant au traditionnel et que par conséquent il n'est pas justiciable de la procédure d'avis technique mais relève du DTU. ou bien encore un cahier des charges (ATEX) visé par un bureau de contrôle en cours de validité.

Ils seront d'autre part conformes aux exigences des Normes Françaises existantes, DTU, CCTG et réglementations en vigueur. D'autre part, les entreprises devront se conformer aux rapports des bureaux de contrôle, ainsi qu'aux observations des bureaux de contrôle sur le chantier.

j) Responsabilité des entreprises :

L'entreprise reste pleinement responsable de ses ouvrages jusqu'à la réception prononcée par le Maître d'ouvrage vis à vis en particulier des sols, dégradations, bris... quelle qu'en soit l'origine.

k) Autocontrôle - Vérifications avant réception :

Responsabilité de l'autocontrôle :

L'entrepreneur doit dans le cadre de sa responsabilité, assurer son propre autocontrôle.

Vérifications et essais en vue de la réception :

Les essais sont réalisés sous la conduite et la responsabilité de l'entrepreneur conformément à une procédure proposée par celui-ci et acceptée par le Bureau de Contrôle et par la Maîtrise d'œuvre et l'OPC. Les consommables et dispositifs nécessaires aux essais sont à la charge de l'entreprise.

Quand il estime avoir terminé entièrement ses prestations contractuelles, vérifications et essais compris, l'entrepreneur adresse au Maître d'ouvrage, avec copie à la Maîtrise d'œuvre, une demande de réception. A sa demande, il doit joindre obligatoirement un compte rendu exhaustif des essais qu'il doit au titre de son marché en particulier ceux qui figurent dans le CCTP du lot intéressé.

Lorsque la Maîtrise d'œuvre et le Bureau de Contrôle vérifient, par sondage, les essais réalisés par l'entrepreneur, celui-ci doit mettre à disposition le personnel et les appareils de mesure nécessaires aux différentes vérifications.

l) Interlocuteur privilégié :

Chaque entreprise nommera un interlocuteur privilégié afin de constituer un collège qui sera chargé de remédier aux réserves lors des visites avec la maîtrise d'œuvre.

La Maîtrise d'œuvre nommera un interlocuteur qui sera seul habilité pour donner des ordres pouvant influencer sur la qualité du projet.

m) Protection des ouvrages :

Chacun des entrepreneurs devra la protection efficace et durable de ses ouvrages, en cours de chantier, et devra en outre veiller à ce que les ouvrages ne soient pas cause de dégradations des travaux des autres corps d'état.

En effectuer la vérification et le remplacement autant de fois que cela s'avère nécessaire.

Tous les matériaux sensibles aux agents atmosphériques seront stockés à l'abri des intempéries, de l'humidité, du soleil, ..., suivant les cas. Tout élément ayant subi des détériorations ou des phénomènes incompatibles à sa mise en œuvre devra être immédiatement évacué du chantier.

Toutes les détériorations et dégradations, y compris sur les ouvrages environnants qui apparaîtront en cours de chantier seront réparées aux frais de l'entrepreneur responsable, et si celui-ci est inconnu, elles seront réparées par l'entrepreneur titulaire de ces travaux, au titre du compte prorata.

Tous les ouvrages seront soigneusement protégés en cours de chantier, et en particulier, les seuils, bandeaux, et ouvrages similaires qui risquent des épaufrures.

Les surfaces finies d'ouvrages métalliques, les surfaces laquées, anodisées, etc., seront mises en œuvre protégées par des bandes adhésives, des vernis pelables, solubles ou autres pouvant être enlevés facilement en fin de travaux.

Avant réception ou en fonction de l'avancement des travaux, il doit l'enlèvement de ses protections et effectuer toutes les révisions nécessaires.

Les ouvrages avec éclats ou épaufrures ou autres défauts analogues, seront rigoureusement refusés et remplacés à la charge de l'entrepreneur responsable de l'ouvrage.

n) Eléments préfabriqués :

Si une entreprise utilise des éléments préfabriqués, elle devra le signaler et fournir les plans correspondants aux autres entreprises 1 mois minimum avant la mise en œuvre.

1.3. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

CONTENU DU DOE

Le contenu du Dossier des Ouvrages Exécutés, éventuellement précisé dans les pièces particulières de chaque lot, comprendra les pièces décrites ci-après.

Le dossier DOE sera remis en 4 exemplaires, dont un sous fichier informatique sur CD ROM.

Avant la production des 4 dossiers, un exemplaire sera transmis à la maîtrise d'œuvre pour validation.

Le DOE sera décomposé en 3 sous dossier :

Le dossier de recollement :

- La maîtrise d'œuvre fournissant les plans d'exécution, ce dossier comprend les plans de fabrication de l'entrepreneur, les notes de calcul, schémas généraux et de détails, schémas fonctionnels, schémas électriques, ...
- L'ensemble de ces documents porte de manière explicite la mention "Document conforme à l'exécution" dans le cartouche.

Le dossier des matériaux et essais comprenant :

- Les fiches techniques des matériels et matériaux.
- Leurs PV de toute nature (classement au feu, PV CF, ...) y compris nouvelle réglementation européenne.
- Les procédures d'agrément particulières (ATEX...si variante proposée par l'entreprise).
- Les certificats d'essais réglementaires éventuels (Coprec, Consuel, ...).
- Les certificats de qualité de mise en œuvre éventuels.
- Les fiches d'essais internes ou externes de toute nature, fiches d'autocontrôle.
- Les rapports de formation des utilisateurs éventuels.

Le dossier de maintenance comprenant :

- Les notices de fonctionnement.
- Les notices de nettoyage et d'entretien des matériaux.
- Les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre (en langue française).

PRESENTATION DU DOE

L'ensemble des dossiers sera envoyé à la maîtrise d'œuvre (aucun document ne sera diffusé directement à la maîtrise d'ouvrage).

Tous les dossiers doivent être complets ou seront automatiquement refoûlés.

Chaque dossier sera présenté sous forme de classeur comprenant :

- Le cartouche de l'affaire collé sur le classeur.
- La liste des pièces contenues dans le classeur avec le sommaire général et le sommaire détaillé du classeur.
- Le numéro et le nom du lot concerné.

Tous les rouleaux de reproductibles seront entourés par la liste des calques du rouleau.

Tous les supports informatiques seront accompagnés par un sommaire détaillé mettant en relation le nom du fichier et le libellé en clair du cartouche.

Les dossiers D.I.U.O et S.S.I. seront définis et gérés respectivement par le coordonnateur SPS. Ils seront constitués sous les mêmes formes que le dossier DOE et regroupés dans des classeurs de couleurs différentes.

1.4. QUALITE

L'enjeu est une qualité de finition de bon niveau en regard des matériaux employés sur l'ensemble du chantier conduisant à un aménagement soigné, reflet de la dynamique du maître d'ouvrage. Dans ces conditions, **tout travail défectueux sera systématiquement refusé.**

2. ESSAIS DE FONCTIONNEMENT ET INSTALLATIONS TECHNIQUES

2.1. COUT DES ESSAIS ET EPREUVES

Les essais et épreuves nécessaires sont réputés prévus dans le coût des ouvrages.

2.2. ESSAIS ET CONTROLES CORRESPONDANT AU CONTROLE TECHNIQUE - COPREC

En début de chantier, l'entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et de leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finitions, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.
- Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques et aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.
- Au niveau des interfaces entre corps d'état, l'entrepreneur vérifiera, tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et règles en vigueur.
- Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications ou essais imposés par les DTU et les règles professionnelles et les essais particuliers supplémentaires exigés par les pièces écrites.

En ce qui concerne les installations techniques, les entreprises sont tenues d'effectuer obligatoirement les essais et vérifications de leurs installations et d'établir les procès-verbaux justificatifs.

Les essais d'ouvrages et équipements seront réalisés par l'entreprise et seront examinés par le Bureau de Contrôle chargé par le Maître d'ouvrage de la mission de contrôle technique.

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer les essais et vérifications réglementaires qui seront demandés par la Maîtrise d'œuvre.

Les dates seront fixées avec l'accord du bureau de contrôle.

Cette liste est précisée dans les documents "Moniteur TP" du 17.12.82, supplément 82.51 bis COPREC n°1.

Les résultats de ces essais et vérifications devront être consignés dans les PV qui seront envoyés pour examen, en 3 exemplaires, par l'entrepreneur au Maître d'ouvrage, au bureau de contrôle, à la Maîtrise d'œuvre et au conducteur d'opérations.

Les modèles de ces PV particuliers à chaque lot sont précisés dans le document "Moniteur BTP", supplément spécial n° 82.51 bis du 17.12.82 COPREC n° 2.

Le bureau de contrôle adressera au Maître d'ouvrage un rapport explicitant les avis portant sur ces PV (double au Maître d'œuvre).

Ces essais et vérifications portent sur :

- La distribution collective d'antennes et de télévision.
- Le chauffage.
- Les installations électriques.
- La plomberie.
- La ventilation mécanique.
- Réseau d'alimentation en eau.
- Réseau d'évacuation.
- Ascenseurs.
- Conditionnement d'air.
- Portes à serrures motorisées.
- Etc...
- Cette liste n'est pas limitative et pourra être complétée en cours de chantier.

2.3. ESSAIS ET CONTROLES SPECIFIQUES

Chaque élément n'ayant pas de PV de fabrication correspondant aux objectifs devra faire réaliser les essais par un laboratoire agréé. Ces essais sont à la charge de l'entreprise.

L'entreprise en cas d'essais défavorables s'engage à apporter les corrections nécessaires.

2.4. ESSAIS ET CONTROLES COMPLEMENTAIRES

Le présent article a pour but de préciser les conditions dans lesquelles seront effectués les différents essais sur matériaux et fournitures, à la charge et aux frais de l'entrepreneur, demandés par le Maître d'œuvre, en complément de ceux prévus dans les documents techniques COPREC n° 1 et 2.

Ces essais peuvent être demandés en complément des essais courants dont les résultats laisseraient subsister un doute sur la qualité des ouvrages.

Les frais de ces essais exceptionnels sont à la charge du Maître de l'ouvrage si leur résultat est favorable à l'entrepreneur. A la charge de l'entrepreneur si leur résultat lui est défavorable.

Les autres essais (essais courants), dont il est question ci-après, seront obligatoirement effectués sur tous les matériaux et fournitures entrant dans la composition des ouvrages. Ils sont à la charge et aux frais de l'entrepreneur.

2.5. ESSAIS PREALABLES SUR ECHANTILLON

Les essais seront effectués par un laboratoire ou un centre d'essais spécialisés agréés par le Maître d'ouvrage, en justification de la qualité des produits proposés à l'agrément du Maître d'œuvre.

Exceptionnellement, ce dernier pourra dispenser l'entrepreneur de ces essais s'il peut produire en même temps que leur présentation, des résultats d'essais récents des mêmes produits, effectués pour une autre opération, mais dans les mêmes conditions que cela est précisé ci-dessus.

De même, une fourniture bénéficiant d'une marque contrôlée dûment identifiée (en particulier, les produits manufacturés de grande production comme les ciments et les aciers), pourra être dispensée par le Maître d'œuvre, d'essais préalables.

2.6. ESSAIS EN COURS DE TRAVAUX – CAS GENERAL

Les essais seront exécutés dans les mêmes conditions que ci-dessus, pour la vérification de la conformité des produits livrés aux échantillons agréés.

Au démarrage ou au cours de l'exécution des travaux, le nombre et la fréquence de ces essais seront fixés par le Bureau de Contrôle et le Maître d'œuvre, cas par cas, par référence, chaque fois qu'il sera possible, aux règles fixées par les normes, documents technique unifiés ou tous autres documents généraux.

L'entrepreneur donnera toutes instructions utiles au laboratoire ou à l'organisme chargé des essais pour que les procès-verbaux soient adressés dans les meilleurs délais aux personnes ou organismes suivants :

- Le Maître d'œuvre.
- Le Bureau de Contrôle.
- Et pour information, le Maître d'ouvrage et le conducteur d'opérations.

Il constituera et tiendra à jour, dans les bureaux de chantier, un dossier de tous les résultats d'essais effectués, à classer suivant le modèle de relevé récapitulatif pour chaque catégorie qui lui sera remis.

3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER



L'entreprise devra avoir pris connaissance de l'ensemble des recommandations décrit au document plan général de coordination.

3.1. PREVENTION SECURITE

En application du décret n° 94-1159 du 26 Décembre 1994, le Maître d'ouvrage a désigné un coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé. Les mesures d'hygiène, de sécurité et de prévention qui peuvent être rappelées dans le présent document, ne sauraient se substituer à celle du Plan Général de Coordination en la matière, rédigé par le Coordonnateur SPS.

Le plan Général de Coordination étant contractuel au sens du décret **prévaudra en la matière** dans le dossier de consultation des entreprises.

Celles-ci devront faciliter l'intervention des organismes et des installations de contrôle. Toutes recommandations ou observations formulées par ces organismes, institutions ou par le Coordonnateur SPS seront immédiatement exécutoires sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité ou une prolongation de délai.

Etablissement par chaque entreprise d'un plan particulier sécurité protection santé (P.P.S.P.S.) selon notice jointe par coordonnateur sécurité en annexe au P.G.C. à fournir au coordonnateur sécurité avant intervention sur le chantier et à mettre à jour au fur et à mesure de l'avancement de l'opération. Cette règle est applicable aux sous-traitants qui doivent remplir les mêmes obligations.

Ce plan sera soumis à l'accord du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage avant exécution.

3.2. SECURITE DE CHANTIER

Suivant Plan Général de Coordination.

Protection des fers :

- Tous les fers laissés en attente seront au moins crossés, voir bouchonnés.

Protection bâchage :

- Les polyanes utilisés dans le cas de confinement, seront constitués au moins de double polyane de 200 microns avec des fixations assurant une étanchéité continue.

3.3. ACCES AU CHANTIER - CLOTURE

La zone affectée aux installations de chantier et au chantier sera clôturée, hauteur minimum 2.00 ml.

Des portails de même hauteur avec fermeture à clefs seront incorporés.

Suivant plan d'installation de chantier.

A la charge du lot gros oeuvre

3.4. STOCKAGE

Les stockages dans l'emprise du terrain seront soumis à l'accord préalable du CSPS, et devront respecter les mesures prises en la matière par le Plan Général de Coordination SPS.

L'entreprise ne pourra solliciter une emprise d'installation supérieure, au-delà des limites établies sur le plan de principe.

Suivant plan d'installation de chantier et Plan Général de Coordination.

3.5. PUBLICITE

Il est expressément convenu que les entreprises ne pourront en aucun cas mettre en place des panneaux publicitaires.

3.6. PRODUITS DANGEREUX

Avant l'entrée sur le chantier de toute substance ou préparation dangereuse (inflammable, toxique, explosive), il y a lieu d'en informer le Maître d'œuvre, et le Coordonnateur SPS.

3.7. GRUES

L'entreprise devra prévoir sur les grues un dispositif matériel interdisant le heurt des appareils avec un obstacle fixe ou mobile et prendre toutes précautions utiles concernant le survol temporaire des installations. L'entreprise établira un plan avec giration des grues en fonction des contraintes existantes.

Nombre et implantation à préciser par l'entreprise dans son offre.

3.8. COORDINATION DES TRAVAUX - VERIFICATIONS

Dans l'exécution des travaux auxquels plusieurs entreprises sont appelées à concourir, chacune d'elles est tenue d'en suivre l'avancement et de s'entendre avec les autres corps d'état sur ce qu'ils ont de commun, de reconnaître par avance, tout ce qui concerne leur exécution et de fournir en temps utile, toutes les indications nécessaires à ses propres travaux, notamment les réservations et scellements, de s'assurer qu'elles sont suivies et en cas de désaccord ou de contestation, d'en référer à l'architecte.

Tout entrepreneur qui exécute un travail s'appliquant à une partie d'ouvrage réalisée par un autre entrepreneur, du fait même qu'il entreprenne, sans autre réserve son propre travail, prend la responsabilité de la bonne exécution du travail préparatoire exécuté par le premier.

3.9. CANTONNEMENT

Suivant Plan Général de Coordination.

3.10. INSTALLATION ELECTRIQUE

Alimentation générale (à la charge du titulaire du lot Gros œuvre) :

Mise en place et maintien d'une installation comprenant :

- La ligne électrique à partir du point d'alimentation, jusqu'à l'armoire générale.
- L'armoire générale de chantier.
- Des armoires principales en pied de bâtiments conforme aux normes et comportant des alimentations séparées pour les grues, l'éclairage et les armoires secondaires de chantier.

Alimentation électrique du chantier (à la charge du titulaire du lot électricité) :

A partir des armoires principales, l'entreprise mettra en place et assurera le maintien, selon l'avancement des travaux de :

- Coffrets secondaires de distribution à chaque niveau, sachant que chacun devra couvrir au maximum un rayon de 25 m, sur pieds ou fixés verticalement.
- Chaque coffret sera équipé de :
 - Un dispositif de protection différentielle à haute sensibilité assignée au moins égale à 16 ampères.
 - 4 prises de courant 2 x 10/16 A+T.

Selon les besoins du chantier et des autres corps d'état, il pourra être envisagé un nombre plus important de prises de courant sur les coffrets.

Le matériel devra répondre et être utilisé suivant les normes en vigueur.

4. PERCEMENTS – RESERVATIONS – SCHELLEMENT – INTERFACES



L'entreprise devra avoir pris connaissance de l'ensemble des recommandations décrit au document plan général de coordination.

4.1. TROUS – TREMIES – FEUILLURES – SAIGNEES

Réservation dans les ouvrages en béton et en maçonnerie :

- Réalisé par : lot Gros œuvre.
- A la charge : lot Gros œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre devra dans tous les ouvrages en béton armé et de maçonnerie, la réservation des trous, trémies, feuillures, passages horizontaux et verticaux, défoncés, caniveaux saignées, ..., nécessaires à l'installation des ouvrages des autres corps d'état et protections collectives de sécurité.

Il doit également les renforts qui sont nécessaires.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre doit obligatoirement repérer et vérifier les réservations qu'il a faites ; ceci pour chacun des corps d'état auxquels elles sont destinées.

Le maître d'œuvre peut être amené à refuser tout percement jugé dangereux pour l'ouvrage (ex. dalles ou poutres précontraintes) ou même inesthétique.

Il appartient à l'entreprise en cause de proposer et mettre en œuvre, à ses frais, une solution acceptable par le Maître d'œuvre.

Percements dans les ouvrages en béton et en maçonnerie.

Percement d'un diamètre inférieur à 100 mm :

- Réalisé par : le titulaire du percement.
- A la charge : du titulaire du percement

Percement d'un diamètre supérieur ou égal à 100 mm :

- Réalisé par : lot gros œuvre.
- A la charge : du titulaire du percement

Ces percements seront indiqués sur les plans d'entreprises et fournis avant réalisation au BET Structure et Maître d'œuvre pour validation.

Le Maître d'œuvre peut être amené à refuser tout percement jugé dangereux pour l'ouvrage (ex. dalles ou poutres précontraintes) ou même inesthétique. Il appartient à l'entreprise en cause de proposer et mettre en œuvre, à ses frais, une solution acceptable par le Maître d'œuvre.

Percements dans les ouvrages en plâtre ou brique plâtrière :

Percements, trous, trémies, saignées et feuillures, dans les ouvrages en plâtre ou brique plâtrière, réalisés par tous moyens modernes appropriés, de façon à éviter toute détérioration des ouvrages en place.

- Réalisé par : le titulaire du percement.
- A la charge : du titulaire du percement.

Une demande de réservations sera faite au titulaire du lot Gros œuvre pour toute ouverture nécessitant la mise en œuvre d'éléments de renforcement (linteaux, chaînage...) et ce quinze jours au moins avant la mise en œuvre.

Il sera tenu compte des calfeutremments sur les ouvrages provoquant des dilatations.

Oubli de réservations :

En cas d'oubli de réservations, les travaux correspondants seront exécutés dans les conditions définies ci-dessus, à la charge de l'entreprise qui est à l'origine de cet oubli, compris tous les frais afférents aux travaux de finitions et de reprise nécessaires et appropriées.

Aucun travail provenant de rectification, d'erreur ou d'omission ne pourra faire l'objet de supplément au prix global.

4.2. SCELLEMENTS

Les scellements seront exécutés par chaque corps d'état dans toutes les natures de matériaux.

4.3. BOUCHEMENTS - RACCORDS

Dans le béton ou béton armé à parement non enduit :

Bouchement, calfeutrement, raccords d'enduits des réservations :

- Réalisé par : lot gros œuvre.
- A la charge : du titulaire de la réservation.

Bouchement, calfeutrement, raccords d'enduits des percements d'un diamètre inférieur à 100 mm :

- Réalisé par : le titulaire du percement.
- A la charge : du titulaire du percement.

Bouchement, calfeutrement, raccords d'enduits des percements d'un diamètre supérieur ou égal à 100 mm :

- Réalisé par : lot gros œuvre.
- A la charge : du titulaire du percement.

Les parements devront obligatoirement être identiques à ceux des parties courantes.

Dans les ouvrages en plâtre ou brique plâtrière :

Bouchements et raccords dans les ouvrages en plâtre seront exécutés dans le même matériau que l'ouvrage.

- Réalisé par : le titulaire du percement.
- A la charge : du titulaire du percement.

Le parement obtenu devra être de meilleure qualité que celui de l'ouvrage environnant.

☞ **Les dommages subis par les appareils du fait de projection de mortier ou autre cause sont réparés par l'entreprise responsable de la dégradation.**

☞ **Compris toutes précautions indispensables pour la mise en place de ces éléments (fourreaux, isolation thermique et phonique, ...).**

☞ **Pour tous les bouchements et raccordements, il sera obligatoire de rétablir les degrés coupe-feu, isolations phoniques et thermiques, requis pour chaque paroi.**

☞ **Suivant prescriptions acoustiques.**

4.4. CALFEUTREMENTS

D'une manière générale tous les éléments raccordés sur un élément différent seront calfeutrés par l'élément rapporté.

4.5. FOURREAUX

Dans tous les éléments de structure ou de cloisons, chaque entrepreneur doit la mise en place de fourreaux pour assurer le passage de ses canalisations.

L'entrepreneur devra araser ses fourreaux à 25 mm des nus finis des ouvrages traversés et le calfeutrement entre fourreaux et canalisations sera assuré par produits adaptés pour en assurer l'étanchéité.

Ce produit devra être compatible avec les exigences :

- De stabilité dans le temps.
- D'efficacité acoustique.
- De comportement au feu.

4.6. INCORPORATION D'ELEMENTS DANS LES STRUCTURES EN BETON

La fourniture et la mise en place d'éléments divers tels que gaines, fourreaux, tubes, rails d'ancrage, douilles, ..., avant coulage, sont à la charge de chaque entrepreneur ainsi que la surveillance de leur bonne tenue au cours des opérations de coulage et de décoffrage; l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre devant apporter tous ses soins à la bonne conservation de ces éléments pendant toute la durée des travaux.

5. SUGGESTIONS DECOULANT DE L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER



L'entreprise devra avoir pris connaissance de l'ensemble des recommandations décrit au document plan général de coordination.

5.1. ENVIRONNEMENT – CONSTAT DES LIEUX

Constat vis-à-vis de l'état des chaussées aux abords immédiats

Avant travaux, un état des lieux des voiries publiques ou privées, d'accès au chantier sera réalisé contradictoirement entre l'entreprise et le Maître d'ouvrage.

Lors de l'achèvement des travaux de tous les corps d'état, l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre doit dans le cadre de son marché (repartis au compte prorata), remettre le terrain en état en procédant à l'enlèvement de tous gravats, déchets et détritiques divers, de manière à ne laisser subsister aucune trace de chemin provisoire, d'ornière et de toute partie détériorée pendant l'exécution des travaux, au droit des bâtiments et espaces verts.

5.2. GEOLOGIE DU SITE - GEOTECHNIQUE

Les travaux de reconnaissance et d'études de sol ont fait l'objet d'une campagne de sondage. Le rapport est remis dans le dossier d'appel d'offres. Les entreprises reconnaissent que les renseignements techniques sont suffisants et exhaustifs pour réaliser les travaux avec obligations de résultat.

Dans le cas où des reconnaissances complémentaires seraient demandées, ces travaux seront à la charge de l'entreprise.

5.3. CLIMATOLOGIE

Toute présentation au Maître d'œuvre de relevé d'intempérie devra être accompagnée des fiches climatiques fournies par la station météorologique la plus proche du site.

5.4. TRI ET EVACUATION DES DECHETS DE CHANTIER JUSQU'AUX BENNES

Suivant Plan Général de Coordination.

5.5. NETTOYAGE DU CHANTIER

Chaque entreprise doit le nettoyage relatif à ses travaux, compris évacuations.

L'Entrepreneur du lot Gros œuvre devra veiller à faire maintenir en permanence le chantier en état de propreté

Le nettoyage devra s'exécuter pendant toute la durée du chantier.

Il sera effectué dans toutes les parties des bâtiments jusqu'aux prises de possession successives des locaux par les divers corps d'état autant de nettoyages que nécessaires et au moins une fois par semaine avant le rendez-vous hebdomadaire.

Par ailleurs, tous les locaux devront être débarrassés de tous matériaux, matériels, ..., avant le début des travaux d'un autre corps d'état.

Le contrôle sera régulièrement effectué par la maîtrise d'œuvre qui pourra demander si le résultat n'est pas satisfaisant des nettoyages complémentaires par une entreprise spécialisée, l'ensemble des frais sera réglé au compte prorata, en cas de non-exécution une forte pénalité sera appliquée à l'entreprise défaillante.

Nettoyage en cours de travaux.

Après chaque intervention, l'entreprise ayant terminé une tâche, doit un nettoyage final soigné dans les locaux où elle est intervenue, compris enlèvement des gravats à la décharge public.

Les aires occupées au sol par les matériaux ou matérielles sont régulièrement remises en état de propreté et d'ordre pendant la durée des travaux, par l'entreprise mettant en œuvre ces matériaux ou matériels.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination et réglementation en vigueur.

Les gravats seront évacués du chantier par ceux qui les auront produits.

Il est interdit de faire passer les gravats par les fenêtres.

6. DISPOSITIONS A PRENDRE PAR LE TITULAIRE DU LOT GROS OEUVRE

6.1. INSTALLATION DE CHANTIER



Le titulaire du lot gros œuvre devra avoir pris connaissance de l'ensemble des recommandations décrit au document plan général de coordination.

6.1.1. INSTALLATION DE CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre installera tous les équipements suivant les indications du Plan Général de Coordination.

Un plan d'installation de chantier sera établi par titulaire du lot Gros œuvre, en accord avec l'OPC et le CSPS.

Ce plan fera apparaître les zones de cantonnement (bureau, réunion de chantier, sanitaires, réfectoire, vestiaires), de stockage, de manœuvre des véhicules, les cheminements piétons, l'installation et moyen de levage, les réseaux d'alimentation (eau, électricité), les réseaux d'évacuation (EU, EP), les clôtures et leur emprise, avec la position des portails, ainsi que l'emplacement des dispositifs de signalisation du chantier sur les voies publiques.

L'aménagement complet du chantier est compris dans le cadre de son prix global et forfaitaire défini au marché.

Le plan d'implantation de l'entreprise devra être remis avec sa proposition.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre aura à sa charge la remise en état de l'ensemble du terrain après enlèvement des installations de chantier.

6.1.2. VOIE D'ACCES AU CHANTIER

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est obligée d'assurer l'accès au chantier, et à tous les endroits où l'on réalise les travaux.

L'entretien des voies d'accès au chantier est à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre.

Protéger les personnes et véhicules sur les propriétés voisines et sur les voies publiques limitrophes au chantier et protéger les personnes et les véhicules du chantier ayant accès aux routes publiques de manière conforme aux règlements généraux et locaux en vigueur ainsi qu'aux exigences particulières des autorités compétentes.

La création de plates-formes nécessaires à la circulation des engins de chantier, livraison, stockage pour tous les corps d'état, zone de vie, massives et voies de grues est à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre doit tous les accès nécessaires à la bonne marche du chantier.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre a à sa charge l'entretien pendant toute la durée des travaux, les zones d'accès devront rester utilisables pendant les périodes de pluie et de neige. Mise en place de poste de travail nettoyage des roues, ..., de tous les corps d'état.

À la sortie des chantiers, l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre prévoit, du début des travaux de son lot à la mise en service des voies définitives, un dispositif pour le décroûtage des camions ou engins. Ce dispositif est conçu de manière telle que toutes les boues, mottes de terre, ..., soient extraites de l'entre axe des pneus ou de leurs dessins.

Il devra également la remise en état des réseaux, le nettoyage des abords de chantier et des voies publiques, salis ou dégradés du fait des travaux.

Les frais d'occupation de la voie publique et trottoirs, liés à son intervention, sont dus par le présent lot.

Il devra également le déneigement des voies nécessaires au maintien du bon déroulement du chantier (accès extérieurs, accès intérieurs, aire de stockage, etc...).

6.1.3. TRAIT DE NIVEAU

Le trait de niveau sera tracé et entretenu par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre.

Il sera reporté à chaque étage autant de fois qu'il sera nécessaire jusqu'à la réception par le maître d'ouvrage, sans que l'entrepreneur puisse prétendre à une indemnité.

L'entrepreneur veillera à ne pas tracer le trait de niveau avec un produit qui puisse apparaître au travers des revêtements des futurs murs.

L'altitude des traits de niveau sera indiquée par niveau et raccordé au NGF.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.4. IMPLANTATIONS

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est chargée de faire procéder à ses frais dans le cadre de son prix global et forfaitaire l'implantation générale des bâtiments par un géomètre et de procéder ensuite aux implantations complémentaires (chaises, piquetages et tracés).

Les erreurs de côtes et d'altitude que les opérations d'implantations pourraient révéler doivent être immédiatement signalées au maître d'œuvre en vue d'apporter les modifications nécessaires au bon déroulement du chantier.

Ce document qui devra être établi 15 jours après l'OS, précisera notamment :

- Les axes et alignements de base,
- Les cotes de niveau des rez-de-chaussée,
- Les cotes de niveau de la voirie et des abords des bâtiments.

Il sera transmis au Maître d'œuvre qui vérifiera la concordance avec le projet et sera ensuite adressé au Maître d'ouvrage.

Les piquetages se feront au moyen de repères numérotés solidement ancrés dans le sol, au moyen de chaises et de piquets.

Il sera tenu de veiller à la bonne conservation des repères et de les rétablir ou les remplacer en cas de besoin.

Ces repères complémentaires devront pouvoir être distingués de ceux du piquetage d'origine.

Si les canalisations, câbles, ouvrages souterrains ou enterrés non repérés initialement sont découverts en cours d'exécution des travaux, l'entrepreneur en informe immédiatement le Maître d'ouvrage et il est procédé contradictoirement à leur relevé. En tout état de cause, leur maintien en service doit être assuré si besoin est, aux frais du présent lot. L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre doit surseoir aux travaux adjacents jusqu'à décision du Maître d'ouvrage, conformée par ordre de service sur les mesures à prendre.

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre devra toujours avoir sur le chantier, à la disposition du Maître d'œuvre, les appareils nécessaires à la vérification des ouvrages. Il devra également la main d'œuvre nécessaire mise à la disposition des techniciens chargés de ces vérifications.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.5. INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

Alimentation générale (à la charge du titulaire du lot Gros œuvre).

Mise en place et maintien d'une installation comprenant :

- la ligne électrique à partir du point d'alimentation, jusqu'à l'armoire générale.
- l'armoire générale de chantier.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre se charge de l'alimentation générale et fait la demande de branchement. Elle en aura l'entretien et la gestion jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage.

L'entreprise fournit et affiche le schéma électrique des armoires en précisant les types de prises.

L'installation électrique de chantier sera vérifiée par un organisme agréé.

Les frais d'installation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

Les frais de consommation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.6. EAU

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre se charge des alimentations en eau et fait la demande de branchement.

Le chantier est alimenté en eau par un branchement demandé par l'entrepreneur à réaliser conformément au plan d'aménagement du chantier.

La location des compteurs, les redevances de branchements sont à la charge du titulaire du lot Gros œuvre.

Les frais d'installation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

Les frais de consommation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est chargée de l'entretien et de la gestion jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage.

L'installation d'alimentation d'eau intérieure est à la charge du titulaire du lot Plomberie - Sanitaire.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.7. EAUX USEES

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre se charge de l'évacuation des eaux usées des installations de chantier.

Ces installations seront raccordées aux réseaux suivant les prescriptions du plan d'installation élaboré en phase provisoire. En cas d'impossibilité un dispositif de filtration et de stockage pourra être réalisé dans le cadre de la législation en vigueur.

La réalisation comprend la réalisation des terrassements nécessaires, des traversées sous les routes, la mise en place des tuyaux et des fourrages ainsi que la réception de travaux par les services concernés.

Les frais d'installation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est chargée de l'entretien et de la gestion jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.8. SANITAIRE / VESTIAIRE DE CHANTIER

Les sanitaires sont à la charge de l'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre (nombre suivant stipulations du code du travail en vigueur) à disposition du personnel de tous les corps d'état du chantier conformément à la législation en vigueur.

Sanitaires prévus pour l'effectif de chantier TCE en tenant compte de l'évolution des effectifs suivant les besoins du chantier.

Les sanitaires comprendront les équipements, matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du chantier et dont le coût sera compris dans le prix des travaux, suivant recommandation décrite au document plan général de coordination.

L'ensemble des équipements, matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement de ces locaux seront prévus suivant les stipulations du code du travail.

Les frais d'installation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est chargée de l'entretien et de la gestion jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage, ces frais seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

Compris toutes sujétions de réalisation de plateforme à la charge du présent lot.

6.1.9. BUREAUX DE CHANTIER / SALLE DE REUNION / REFECTOIRE

Le bureau de chantier / salles de réunions sont à la charge du titulaire du lot Gros œuvre jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage.

Dans le cadre du prix forfaitaire, l'entreprise est tenue de préparer au démarrage des travaux, un bureau d'une capacité permettant d'accueillir 15 personnes pour les réunions de coordination.

Ces bureaux comprendront les équipements, matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement du chantier et dont le coût sera compris dans le prix des travaux, à savoir :

- Armoire métallique avec les rayons, fermée à clé.
- Dossier contractuel témoin complet.
- Jeu complémentaire des plans architecte affiché aux murs (avec système d'affichage).
- Mobiliers.
- Tables et chaises permettant d'organiser les réunions.
- Téléphone et télécopie branchés aux lignes extérieures indépendantes.
- Chauffage, climatisation, réfrigérateur, etc...

Cette liste n'est pas limitative et pourra être complétée en cours de chantier.

L'ensemble des équipements, matériels et matériaux nécessaires au fonctionnement de ces locaux sera prévu suivant les stipulations du code du travail.

Les frais d'installation seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

L'entreprise titulaire du lot Gros œuvre est chargée de l'entretien et de la gestion jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage, ces frais seront à la charge du titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

Compris toutes sujétions de réalisation de plateforme à la charge du présent lot.

6.1.10. CLOTURE DE CHANTIER

Clôtures par panneaux en tôle d'acier nervuré thermolaqué, de 2,00 ml ht.

Mise en œuvre par emboîtement dans plots plastiques de 24 kg minimum exclusivement.

Les panneaux sont liaisonnés entre eux par collier haute sécurité à clefs.

Mise en œuvre de jambes de forces, systèmes anti-levage, en quantités adaptées, sur avis du Maître d'œuvre.

Portail d'accès véhicule, à 2 vantaux battants de (2.50+2.50) x 2.00 ml ht, en tôle d'acier nervuré thermolaquée.

Raccordement à la clôture par collier haute sécurité à clefs.

Charnière, roulette en extrémité de chaque vantail, bloc serrure pour usage extérieure, sans béquille et avec cylindre à profilés européen.

Portillon d'accès piétons, à 1 vantail battant de 1.00 x 2.00 ml ht, en tôle d'acier nervuré thermolaqué, ferme porte pour un usage extérieur, bloc serrure pour usage extérieur, sans béquille et avec cylindre à profilés européen.

La mise en place des clôtures, portails, portillons, ..., sont réalisés par le titulaire du lot Gros œuvre, à ses frais.

La gestion journalière de l'ouverture et de la fermeture du chantier est à la charge du titulaire du lot Gros œuvre jusqu'à la réception du chantier.

En cas de défaillance du titulaire du lot Gros œuvre à assurer l'ouverture et fermeture du site, sur avis du Maître d'œuvre, l'entreprise devra mettre en place un service de gardiennage à ses frais.

La clôture, portail et portillon devront garantir l'inaccessibilité du site au public.

L'ensemble du chantier devra être en permanence clos et indépendant vis à vis de toute personne étrangère au chantier.

Il sera vérifié l'absence de toute ouverture ou accès praticable.

Des dispositions seront mises en œuvre afin de supprimer tout cas éventuel (mise en place de clôtures complémentaires, ...).

Le titulaire du lot Gros-œuvre devra l'entretien et la gestion des clôtures jusqu'à la réception par le Maître d'ouvrage, compris modification et réparation de toutes les dégradations, luminaires de position, ...

Le titulaire du lot Gros œuvre devra la démolition et l'évacuation des matériaux résultants à la fin des travaux.

Mise en œuvre de signalétique réglementaire :

- "Port du casque obligatoire" ;
- "Chantier interdit au public" ;
- Permis de construire, ...
- Indication d'entrée des camions.

Ces panneaux seront mis en place et seront entretenus au cours du chantier par l'entreprise dans le cadre de son marché.

Les panneaux seront conformes aux règlements en vigueur et l'entreprise est tenue de les faire valider par les services et administrations compétentes.

Obtention de tous les permis, agréments et autorisations nécessaires.

Réalisation de la signalisation requise par les règlements et autorisations particuliers.

Réalisation suivant recommandation décrit au Plan Général de Coordination.

6.1.11. FERMETURE DU CHANTIER

Le titulaire du présent lot, dans le cadre de son offre, est chargée de la gestion pour la fermeture et l'ouverture journalière du chantier (portails, portes, clôtures,...) jusqu'à la réception.

Le titulaire sera responsable de la totalité du chantier et à ce titre devra toutes dispositions nécessaires permettant d'assurer la protection des ouvrages, et l'inaccessibilité aux personnels non autorisés.

Des mesures spécifiques pourront être exigées par le MOE et MOA si le résultat n'est pas satisfaisant incluant le gardiennage permanent si nécessaire sans supplément de prix.

Le titulaire du présent lot a à sa charge le contrôle par vidéo surveillance permanent de toute intrusion sur le site dès l'installation des premiers matériels sensibles et ce jusqu'à la réception (dates fixée par la maîtrise d'œuvre).

Une personne sera spécialement détachée pour gérer les accès au chantier et la fermeture journalière du site. Le titulaire restera responsable des intrusions sur le site.

Il devra également la fermeture et la gestion journalière des locaux et bâtiments (en fin de journée après départ des entreprises).

Ces frais sont à la charge du titulaire du présent lot et réglés au compte prorata.

Pendant la phase chantier, l'entreprise doit la fourniture et pose de portes pleines provisoires, en acier galvanisé comprenant :

- Serrure à larder pour menuiseries métallique avec pêne dormant, pêne ½ tour bombé.
- Poignée de tirage sur la face extérieure.
- Béquilles sur plaques sur la face intérieure.
- Cylindre européen livrés avec 5 clefs.
- Ferme porte adapté aux dimensions et poids du vantail.

Compris dépose du bloc porte provisoire sur demande du Maître d'œuvre et mise en œuvre du bloc porte définitif.

6.1.12. DECHETS

Depuis le démarrage des travaux, jusqu'à la réception du chantier par le Maître d'ouvrage, le titulaire du lot Gros œuvre à la charge de la mise en place des bennes, de l'enlèvement des déblais stockés, de leur transport jusqu'aux installations d'élimination ou de tri sélectif des déchets et autant de fois que nécessaire.

Le titulaire du présent lot sera responsable du bon remplissage des bennes sur le chantier.

Les bennes sont mises à la disposition pour l'ensemble des corps d'état.

Nombres de bennes : 2 bennes.

La gestion des déchets par le titulaire du lot gros œuvre comprend :

- La propreté de l'aire d'entreposage des déchets.
- Le transport et l'optimisation technique, économique et réglementaire vers les filières de tri, d'élimination ou de valorisation.
- La place disponible pour tout type de déchets à tout moment.
- La tenue d'un registre des déchets du chantier (nature, volume, tonnage, date de transport, destruction, valorisation, coût).

Gestion des déchets suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

Les frais d'installation sont à la charge du lot Gros œuvre dans le cadre de son prix global et forfaitaire.

Les frais d'entretien, de gestion et d'évacuation des bennes sont à la charge du titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

Principaux textes réglementaires applicables (liste non exhaustive) :

- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975
- Loi n° 76-663 du 19 juillet 1976
- Loi n° 92-646 du 13 juillet 1992
- Loi n° 95-101 du 2 février 1995

6.1.13. NETTOYAGE EN COURS DE TRAVAUX.

Depuis le démarrage des travaux, jusqu'à la réception du chantier par le Maître d'ouvrage, le titulaire du lot Gros œuvre sera responsable de la propreté du chantier (à l'appréciation du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage).

Le nettoyage comprend l'évacuation de tous matériaux, matériels, déchets, gravats, ..., provenant de l'ensemble des entreprises.

Le nettoyage sera réalisé :

- Sur l'intégralité des planchers de chaque niveaux, compris escaliers.
- Sur l'intégralité des extérieurs du projet.

Depuis le démarrage des travaux jusqu'aux OPR, le titulaire du lot Gros œuvre devra 10 nettoyages complets au minimum.

Le titulaire du lot Gros œuvre devra un balayage complet de l'intégralité des planchers à chaque niveaux, à la fin de son intervention.

Compris évacuation des gravats.

Un contrôle sera régulièrement effectué par le Maître d'œuvre, qui pourra demander, si le résultat n'est pas satisfaisant, des nettoyages complémentaires, à la charge du titulaire du lot Gros œuvre.

L'ensemble des frais sont à la charge du titulaire du lot Gros œuvre uniquement.

6.1.14. PROTECTIONS COLLECTIVES

L'entreprise titulaire du Lot Gros œuvre aura à sa charge, la mise en place et l'entretien de toutes les protections collectives à l'intérieur du chantier et à ses abords, pendant toute la durée des travaux.

Les protections collectives seront étudiées par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre en collaboration avec les autres entreprises, le Maître d'œuvre et le coordonnateur. Une utilisation commune sera faite.

Chaque entreprise qui déplacera les protections collectives devra les remettre en place après avoir assuré une protection temporaire aux autres entreprises pendant son intervention :

- Réalisé par : l'entreprise qui déplace les protections collectives,
- A la charge de : l'entreprise qui déplace les protections collectives.

Si l'entreprise qui déplace une protection collective ne peut être identifiée, la remise en place de cette protection sera faite par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre :

- Réalisé par : Lot Gros œuvre.
- A la charge de : compte interentreprises.

Après le départ du chantier de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre, c'est aux entreprises responsables de la pose des protections définitives (garde-corps, portes d'ascenseurs, ...) d'assurer l'entretien et la mise en place des protections collectives de chantier.

En cas de retard dans la pose des protections définitives, l'entreprise responsable de ce retard devra assurer la mise en place et l'entretien de protections collectives de chantier :

- Réalisé par : l'entreprise en retard,
- A la charge de : l'entreprise en retard.

Un niveau de haute qualité des protections collectives sera appliqué pendant tout le chantier.

Les réservations devront être rebouchées dès que possible.

Escalier provisoire de chantier :

Mise en œuvre d'un escalier provisoire conforme au code du travail et recommandations du SPS.

Compris toutes sujétions de mise en œuvre.

Mise en œuvre et dépose de l'escalier provisoire sur demande du Maître d'œuvre.

- Réalisé par : Lot Gros œuvre.
- A la charge de : compte interentreprises.

6.1.15. ENTRETIEN DES LOCAUX

L'entrepreneur titulaire du lot Gros œuvre est chargé du nettoyage des cabanes de chantier collectives (salle de réunions, bureaux de chantier, sanitaires...) jusqu'à la fin des travaux.

Il est chargé également de la gestion des clés des locaux provisoires de chantier jusqu'à la fin des travaux.

Ces frais seront à la charge de l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre et réglés au compte prorata.

La propreté des locaux sera maintenue de façon permanente.

Le nettoyage des locaux de la base vie sera exécuté au minimum une fois par jour avec approvisionnement régulier des articles de sanitaires.

Dans le cas où malgré les ordres de service consignés dans les comptes rendus de chantier, ce nettoyage n'aurait pas été exécuté de façon satisfaisante, le Maître d'œuvre pourra faire appel à une entreprise de nettoyage spécialisée extérieure, les frais étant imputés directement à l'entreprise de titulaire du lot Gros œuvre.

Suivant recommandation décrit au document plan général de coordination.

6.1.16. INSTALLATIONS DE SECURITE

L'entreprise prévoira également la mise en place de la signalisation horizontale et verticale nécessaire à la parfaite sécurité du chantier, cette signalisation sera aussi bien sur les voies publiques que sur la parcelle concernée par les travaux.

Les installations de sécurité, y compris pose et dépose après mise en place des ouvrages définitifs avec :

- Echafaudages normalisés compris renfort, garde-corps, platelage.
- Protection des trémies et des baies.
- Etc...
- Réalisé par : Lot Gros œuvre,
- À la charge de : Lot Gros œuvre.

6.1.17. PANNEAU DE CHANTIER

L'entreprise de Gros œuvre devra, dès le début des travaux, la mise en place des panneaux suivants :

Affichage de « Sécurité et Protection » :

Affichage du plan des installations de sécurité et de protection de la santé.

Ces documents seront protégés par une pochette plastique et affiché par l'entreprise sur un panneau près de l'entrée du chantier.

Panneau « Maître d'ouvrage » :

Panneau de présentation de l'opération fourni et poser par l'entreprise titulaire du lot Gros œuvre.

Panneau de :

- 2.50 x 4.00 ml ht, sur massifs béton.

6.1.18. REGLEMENTS MUNICIPAUX, POLICE

Les panneaux indiquant la défense d'entrer au chantier pour les personnes tierces et indiquant l'entrée des camions seront installés à son entrée. Ces panneaux seront mis en place et seront entretenus au cours du chantier par l'entreprise dans le cadre du marché.

Les panneaux seront conformes aux règlements en vigueur et l'entreprise est tenue de les faire valider par les services et administrations compétentes.

- Réalisé par : Lot Gros œuvre,
- À la charge de : Lot Gros œuvre.

6.1.19. COMPTE-PRORATA

Il sera géré par le titulaire du lot Gros œuvre et réglé selon les textes de l'Office du Bâtiment et des Travaux Publics du Puy de Dôme sous réserve de l'application des modifications légales des textes concernant la sécurité et la protection de la santé.

- Suivant recommandation décrit au document du plan général de coordination.
- À la charge de : lot Gros œuvre.

6.1.20. MOYEN DE LEVAGE

L'entreprise prendra toutes les dispositions nécessaires pour que soient assurés tous les moyens de levage nécessaires à la mise en œuvre des ouvrages.

Il fera son affaire des dispositions à prendre pour ces matériels tels que :

- Ouvrages de fondations, compris terrassements et toutes sujétions.
- Sécurité et protection,
- Programme, durée et horaires d'utilisation,
- Nuisances sonores, ...

Les moyens de levages appropriés aux ouvrages particuliers hors gabarits seront assurés par l'entreprise.

- Réalisé par : Lot Gros œuvre,
- À la charge de : Lot Gros œuvre.

6.1.21. ORGANISATION DU CHANTIER

L'implantation des grues, des réservoirs, des dépôts de matériaux, des vestiaires pour le personnel, des sanitaires et d'autres installations indispensables à la réalisation des travaux sera faite sur le chantier selon le projet établi par le Maître d'œuvre et validé par les autorités compétentes.

- L'aménagement complet du chantier est compris dans le cadre de son prix global et forfaitaire défini au marché.
- Réalisé par : Lot Gros œuvre,
- À la charge de : Lot Gros œuvre.

6.1.22. PLANS D'ATELIERS ET DE CHANTIER

Le titulaire du présent lot réalise à sa charge, d'après les pièces du projet l'ensemble des plans d'atelier et de chantier (PAC), les calculs et les études nécessaires à l'exécution de l'ouvrage, y compris ceux découlant des éventuelles évolutions du projet ou résultant des adaptations nécessaires en raison des aléas et imprévus pouvant survenir en cours de réalisation.

L'établissement des plans et listes de façonnage des armatures et en particulier aux différentes liaisons entre éléments (préfabriqués ou non, existant ou neuf).

L'établissement de toutes les notes de calcul et de justifier que les exigences et performances demandées sont bien atteintes.

Les PAC et études complémentaires incluent toutes les études de détail nécessaires, y compris les plans de ferrailage correspondant.

6.1.23. DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

Le DOE sera décomposé en 3 sous dossier :

Le dossier de recollement comprenant :

- Les plans de fabrication de l'entrepreneur, les notes de calcul, schémas généraux et de détails, schémas fonctionnels, schémas électriques, ...
- L'ensemble de ces documents porte de manière explicite la mention "Document conforme à l'exécution" dans le cartouche.

Le dossier des matériaux et essais comprenant :

- Les fiches techniques des matériels et matériaux.
- Les PV de toute nature (classement au feu, PV CF, etc...) y compris nouvelle réglementation européenne.
- Les procédures d'agrément particulières (ATEX...si variante proposée par l'entreprise).
- Les certificats d'essais réglementaires éventuels (Coprec, Consuel, ...).
- Les certificats de qualité de mise en œuvre éventuels.
- Les fiches d'essais internes ou externes de toute nature, fiches d'autocontrôle.
- Les rapports de formation des utilisateurs éventuels.

Le dossier de maintenance comprenant :

- Les notices de fonctionnement.
- Les notices de nettoyage et d'entretien des matériaux.
- Les prescriptions de maintenance des fournisseurs d'éléments d'équipements mis en œuvre (en langue française).

Le DOE sera remis à la maître d'œuvre en 4 exemplaires, dont un sous fichier informatique sur CD ROM.

Avant la production des 4 dossiers, un exemplaire sera transmis à la maîtrise d'œuvre pour validation.
Tous les dossiers doivent être complets ou seront automatiquement refoulés.

Chaque dossier sera présenté sous forme de classeur comprenant :

- Le cartouche de l'affaire collé sur le classeur.
- La liste des pièces contenues dans le classeur avec le sommaire général et le sommaire détaillé du classeur.
- Le numéro et le nom du lot concerné.

Tous les supports informatiques seront accompagnés par un sommaire détaillé mettant en relation le nom du fichier et le libellé en clair du cartouche.